

Le SNFOLC contre les projets de fermeture de CPGE

Gabriel Attal a promis un « choc des savoirs » dans l'Education nationale et lancé une « mission » sur le sujet. Peu de formations sont aussi exigeantes en matière de savoirs que les CPGE et pourtant le ministère n'a pas caché son intention de procéder à des fermetures.

AUCUNE FILIÈRE N'EST ÉPARGNÉE

Effectivement dans les académies les annonces alarmantes se multiplient. Sont notamment menacées :

- une première année ECG au lycée François I^{er} au Havre
- une première année ECG au lycée Decour à Paris
- une hypokhâgne au lycée Lamartine à Paris
- une khâgne au lycée Chaptal à Paris
- une classe BCPST au lycée Chateaubriand à Rennes
- une classe d'ATS bio au lycée Pierre Gilles de Gennes à Paris
- des classes de PCSI et de PC au lycée Carnot à Paris

Cette liste n'est malheureusement pas exhaustive.

LES PRÉTEXTES AVANCÉS

Le ministère estime que de telles suppressions de classes sont justifiées « au regard de leurs effectifs et des besoins de l'enseignement scolaire, conformément au principe d'équité qui doit prévaloir dans l'ensemble du système éducatif. » (Réponse du ministère de l'enseignement supérieur à une question d'un sénateur publiée au JO Sénat du 7 septembre 2023, p. 5287).

Ce dénigrement des classes préparatoires, de leur utilité pour les étudiants et du travail effectué par les professeurs n'est pas acceptable. Le SNFOLC rappelle par ailleurs que l'effectif de 48 élèves par classe fixé par la circulaire n°2002-253 du 14 novembre 2002 était un effectif plafond et non un effectif plancher.

La création de nouvelles formations de l'enseignement supérieur ne doit pas se faire au détriment des classes préparatoires aux grandes écoles, de leurs élèves et des personnels qui y exercent.

Enfin il est difficile d'admettre la fermeture de CPGE publiques alors que ne cesse d'augmenter le nombre de formations privées proposées sur Parcoursup, aux frais d'inscription souvent prohibitifs.

LA NÉCESSITÉ DE SE MOBILISER

Les professeurs de classes préparatoires ont montré dans un passé récent qu'ils étaient capables de faire reculer le

gouvernement quand ils se mobilisaient massivement. En 2013, ils ont mis en échec la réforme de Vincent Peillon qui voulait alourdir leurs obligations de service sous prétexte de dégager des moyens pour l'éducation prioritaire. En mars dernier, le ministère a dû suspendre son projet de réforme de la filière ECG devant l'opposition quasi unanime qu'il suscitait.

Le plan de fermeture de CPGE n'est pas inéluctable. Une mobilisation des personnels peut de nouveau obliger le gouvernement - car c'est bien lui le responsable et non les recteurs chargés d'endosser ces mesures impopulaires - à mettre un coup d'arrêt à ces attaques contre les classes préparatoires.

L'enseignement n'a pas besoin d'une campagne de communication sur un prétendu « choc des savoirs ». Il a seulement besoin que les savoirs soient enfin respectés.



le SNFOLC

- ▶ exige le maintien de toutes les sections de CPGE menacées de fermeture,
- ▶ soutient les actions des professeurs concernés pour défendre leurs classes préparatoires,
- ▶ appelle tous les collègues, quel que soit le niveau dans lequel ils exercent, à se joindre aux initiatives prises contre la fermeture des classes préparatoires (signature de pétition ; motion, rassemblement...).

Sur cette base, le SNFOLC soutient l'appel à la grève et au rassemblement devant le ministère de l'Education nationale mercredi 6 décembre à 14h00, à l'initiative des professeurs de CPGE de 10 établissements parisiens en présence de FO.